

Bureau du 11 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le onze juin à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
LEI Josiane, Présidente CCPEVA
DENNE Jean-Claude
COLOMER Gérard

Absents/excusés :

CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
TRABICHET Yannick, Présidente CCHC

Secrétaire de séance : Marie-Pierre BERTHIER

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 4 juin 2025

Point n°1 – Attribution du marché public n° 2025-007 « Suivis hydrobiologiques, piscicoles et astacicoles sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique »

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, rappelle aux membres du bureau que le SIAC a lancé une consultation en procédure adaptée pour les suivis hydrobiologiques, piscicoles et astacicoles sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Vu la délibération D8_MARS23 du 30 mars 2023 du comité syndical du SIAC, approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,
Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,
Vu les délibérations respectives de la CCHC et de la CCPEVA transférant la compétence GeMAPI au SIAC et plus particulièrement les missions de l'item 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement ;
Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 2 octobre 2019, approuvant la convention avec Thonon Agglomération, déléguant la compétence GeMAPI au SIAC par cette intercommunalité membre du syndicat,

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, rappelle aux membres du bureau que le 23 avril 2025, le SIAC a lancé une consultation en procédure adaptée pour un accord-cadre portant sur la réalisation de suivis hydrobiologiques, piscicoles et astacicoles sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique. Il invite l'assemblée à statuer sur l'attribution de cette accord-cadre 2025-007.

L'objet de cet accord-cadre est de réaliser des suivis hydrobiologiques des Dranses et de l'Est lémanique concernés par des opérations de gestion sédimentaire. En fonction des nécessités, les suivis commandés pourront porter sur :

- la faune benthique (macro-invertébrés) dont l'indicateur biologique I2M2 (Indice Invertébrés Multi-Métriques) ;
- les diatomées dont l'indicateur biologique IBD (Indice Biologique Diatomée) ;
- les populations piscicoles (pêches d'inventaires et de sauvetage) dont l'indicateur biologique IPR, IPR+ (Indice Poissons Rivière), prélèvements et analyses des écailles et des otolithes ;
- les zones potentielles de frayères ;
- les espèces astacicoles notamment prospection pour mettre en évidence la présence d'écrevisses à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*).

Ces investigations et suivis ont pour objectifs de :

- réaliser un état des lieux hydrobiologique initial (macro-invertébrés, poissons, frayères et écrevisses) avant travaux (année n des travaux ou n-1) ;
- comparer et d'analyser les données des différentes campagnes d'investigations et de suivis après travaux (n+1, n+3, ...) avec l'année de l'état initial afin d'interpréter les résultats et d'évaluer l'évolution de l'état hydrobiologique et des peuplements piscicoles (espèces, frayères, ...) ainsi qu'astacicoles.

Les indicateurs biologiques, les inventaires piscicoles, les prospections de frayères et d'écrevisses, déterminées à l'occasion de ces suivis, doivent aussi permettre de fournir des données nécessaires à la conception des dossiers réglementaires d'autorisation environnementale des travaux projetés de gestion sédimentaire ou de restauration des cours d'eau et notamment pouvoir contribuer aux éventuelles évaluations environnementales au titre du code de l'environnement, demandes d'autorisation de déplacement ou de destruction des espèces protégées, les autres demandes relatives à la réglementation sur l'environnement (Natura 2000, défrichement ...).

Ainsi, les résultats des investigations seront pris en compte dès l'élaboration des projets et permettront d'optimiser l'enjeu écologique des travaux.

L'accord-cadre est prévu pour une durée de 48 mois.

La consultation a été effectuée dans le cadre d'une procédure adaptée ouverte, la date limite de réception des offres était le 22/05/2025 à 12h00. Cette annonce a fait l'objet de 25 retraits de dossiers par des prestataires intéressés pour soumissionner.

Au total, 6 offres ont été déposées dans les délais impartis lors de cette consultation. Les candidats mandataires sont :

- GIP TERANA
- SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'ENVIRONNEMENT
- SAGE ENVIRONNEMENT
- GAY ENVIRONNEMENT
- AQUABIO
- GEN TERE0

A l'issue de l'analyse des offres, M. Gil THOMAS, Vice-président propose d'attribuer cet accord-cadre 2025-007 à SAGE ENVIRONNEMENT dont l'offre répond aux besoins et aux exigences du SIAC pour un montant maximum de commande de 200 000 € HT soit 240 000 € TTC pour une durée de 4 ans. (Pas de minimum de commande).

Après en avoir débattu, Le Bureau Syndical du SIAC :

- **APPROUVE** l'attribution de l'accord-cadre 2025-007, portant sur la réalisation de suivis hydrobiologiques, piscicoles et astacicoles sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, à SAGE ENVIRONNEMENT pour un montant maximum de commande de 200 000 € HT soit 240 000 € TTC pour une durée de 4 ans,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer cet accord-cadre 2025-007 ainsi que tout document nécessaire à la formalisation de ces commandes et à l'exécution des prestations à intervenir.

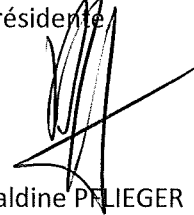
Le secrétaire de séance,



Marie-Pierre BERTHIER



La Présidente



Géraldine PRIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2025 et affichage le / /2025

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.